



FORCE DE LUTTE CONTRE LE NEPOTISME ET LE FAVORITISME AU BURUNDI

**DECLARATION DE L'ORGANISATION FORCE DE LUTTE CONTRE LE NEPOTISME ET LE FAVORITISME AU BURUNDI « FOLUCON.F » A L'ENDROIT DE LA RECENTE DECISION DE LA CPI SUR LE BURUNDI.**

L'organisation force de lutte contre le népotisme et le favoritisme au Burundi « FOLUCON.F » ; c'est l'une des Organisations de la Société Civile au Burundi. L'organisation « FOLUCON.F » s'intéresse et s'investie dans le Processus de la manifestation de la Vérité et de la Réconciliations des Burundais à travers des données tangibles du passé historique du Pays en menant des enquêtes fiables sur terrain à travers tous le pays.

Les enquêtes ciblent notamment les exactions extrajudiciaires commises depuis 1962 jusqu'à nos jour, les violations des droits de la personne humaine, sur la recherche et l'emplacement des fosses communes, la bonne gouvernance ainsi que la lutte contre l'impunité.

Par la Présente, L'organisation « FOLUCON.F » voudrait lancer une Déclaration à la communauté Nationale qu'Internationale sur la récente décision de la CPI d'ouverture d'une enquête sur des dites crimes commises au Burundi depuis le 26 Avril 2015 (début de la manifestation illégale contre le 3<sup>ème</sup> Mandant de Son Excellence Président de la République du Burundi, Pierre NKURUNZIZA par des Soient disant Politiciens et des Déviants Sociétés Civiles ayant été à la tête d'un mouvement insurrectionnel qui aboutit à un putsch qui, malheureusement, a raté le 13 Mai 2015) jusqu' en Octobre 2017.

L'organisation « FOLUCON.F » a mal accueilli cette récente et mauvaise décision qui, selon la même organisation, la décision de la CPI visait d'autres mobiles cachés ; en témoignent la contradiction constatée à travers les dates de signatures et celle de la mise en pratique de la Décision de la dite cour : à titre d'exemple

- ❖ la signification de la Décision de la CPI a eu lieu le 09/11/2017 alors que le Burundi avait quitté la CPI le 27/10/2017.
- ❖ La CPI use de ses moyens pour antidater les événements en mettant en exergue que la décision avait été signée le 25/10/2017, alors que la

déclaration a eu lieu à peu près deux semaines après le retrait effectif du Burundi du Statut de Rome (CPI) le 27/10/2017.

En tant qu'Organisation active et participant à la lutte contre le népotisme et le favoritisme au Burundi « FOLUCON.F » Nous déclarons ce qui suit :

#### A l'état Burundais :

- Continuer à assurer la cohésion Sociale et culturelle des Burundais,
- Continuer à prôner tous les aspects de Démocratie à tout citoyen burundais
- Continuer à respecter les droits de la personne humaine, y compris le respect de l'équité du Genre ;
- Rendre disponibles tous les moyens possibles pour permettre à la CVR d'arriver à bon port ;
- Collaborer efficacement avec les Sociétés Civiles actives dans le Pays
- Continuer le Processus de Dialogues inter burundais,
- Lutter efficacement contre l'impunité de toute sorte,
- Aux Burundais de rester sereins et de vivre en harmonie qui est dépourvu de toute sorte de division ou de séparation politique, socio-ethnique, économique et culturelle ;

#### A l'Union Africaine

- Retrait massif de tous les pays africains de la CPI, la seule cour dans le monde créé pour instrumentaliser et déstabiliser les politiques des pays africains.
- Créer la cours Pénale qui sera à mesure de gérer les conflits propres aux pays africains, y compris la prise des mesures pour tout Pays qui aura à soutenir l'accès au pouvoir sans passer par la voie Démocratique ;

#### A l'Union Européenne

- Ne pas continuer à soutenir ceux qui veulent arriver au pouvoir sans passer par la voie Démocratique aussi bien dans les Pays Africains qu'au Burundi ;
- Respecter la Souveraineté de tous les Pays Africains en Général, et du Burundi en Particulier ;
- Promouvoir le système de soutien politico-économique des Pays africains en général et le Burundi en particulier ;
- Enlever les Sanctions prises injustement au Burundi ;



#### A l'ONU

- Continuer à soutenir politiquement et financièrement les Pays africains en général et le Burundi en particulier dans la politique du développement durable ;
- Soutenir efficacement le processus du CVR du Burundi dont le but est d'amener les burundais à vivre en cohésion socio-politico-économique après avoir pris conscience du Passé historique du Burundi.
- Continuer à soutenir et d'appuyer les Organisations de la Société Civile au Burundi qui, seules sur terrain, aident à minimiser les rumeurs produites au quotidien.

#### A la CPI

- Arrêter dans l'immédiat les enquêtes sur le Burundi, lesquelles enquêtes sont illégales.
- Que les juges de la CPI refusent d'être instrumentalisés non seulement pour le cas présent du Burundi, mais aussi pour d'autres cas à venir ;
- Elle doit chercher à être indépendante dans la prise des décisions pour ne pas être jalonné de Corruption.

En définitif, l'organisation « FOLUCON.F » réitère ses sincères remerciements et félicitations au gouvernement du Burundi pour prendre le devant en se retirant de la CPI. Que les autres pays Africains usent de cet exemple et à l'instar du Burundi.

Vive la souveraineté du Burundi,

Vive la souveraineté de tous les Pays Africains ;

Je vous remercie.

Fait à Bujumbura, le 13.../11/2017

Pour la FOLUCON.F

Gérard HAKIZIMANA

Président et Représentant Légal

